



ANSD

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2008



NOVEMBRE 2009

Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques	Bakary DJIBA
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration et des Finances	Dame DIA
Coordonnateur de la Cellule de Programmation, de Coordination et de Coopération Internationale	El Hadji Malick DIAME

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Hamidou BA, Abdoulaye TALL, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Oumy DIOP, El Hadji Malick GUEYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Hamidou BA
1. DEMOGRAPHIE	Fatou Bintou Niang CAMARA
2. EDUCATION	Djibril NDOYE
3. EMPLOI	Macoumba DIOUF
4. SANTE	Nalar K. Serge MANEL
5. ASSISTANCE SOCIALE	Djibril NDOYE
6. AGRICULTURE	Insa SADIO
7. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
8. ELEVAGE	Insa SADIO
9. PECHE MARITIME	Astou DAKONO
10. TRANSPORT	Oumy DIOP
11. TOURISME	Adama SECK
12. JUSTICE	Assane THIOUNE
13. BTP	Adama SECK
14. IHPI	Maxime NAGNONHOU
15. INSTITUTIONS FINANCIERES	Amar SECK
16. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda BALLE
17. COMPTES ECONOMIQUES	Ngalgou KANE & Ousseynou SARR
18. PRIX	Baba NDIAYE
19. FINANCES PUBLIQUES	Abou AW & Moussa THIAM

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

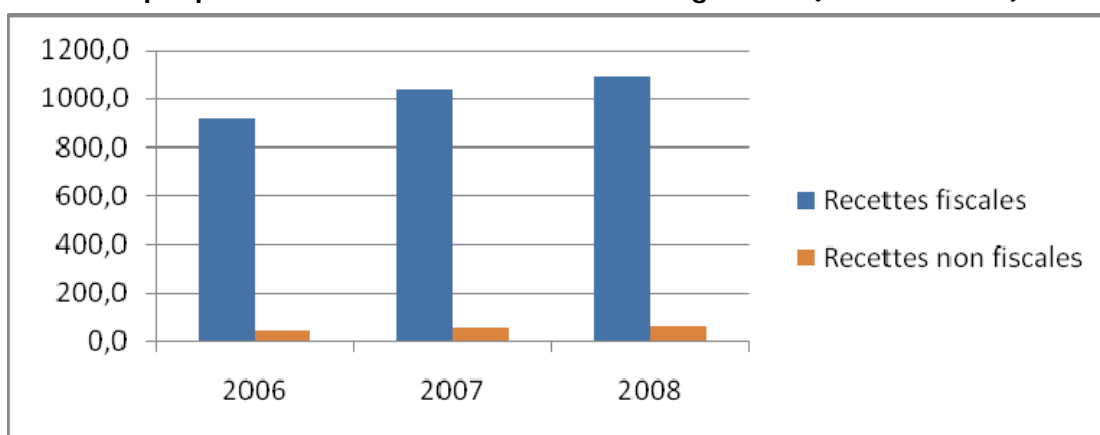
Introduction

La gestion budgétaire de l'année 2008 a été marquée par une détérioration du déficit budgétaire, en dépit du bon niveau de recouvrement des recettes. Le déficit budgétaire base ordonnancement (don compris) est passé de 186,7 milliards FCFA (3,4% du PIB) en 2007 à 273,6 milliards FCFA (4,6% du PIB), soit une augmentation de 86,4 milliards FCFA. Cette détérioration du déficit résulte de la hausse des subventions au secteur énergétique et alimentaire consenties par l'Etat pour atténuer le choc de la flambée du prix du pétrole et des produits alimentaires. En effet, ces subventions se sont établies à 145,7 milliards FCFA enregistrant une augmentation de 69,7 milliards FCFA en 2008, après une réduction de 76,3 milliards FCFA en 2007

XIX.1. LES RECETTES BUDGETAIRES⁴⁸

Les recettes budgétaires totales recouvrées s'élevèrent à 1 152,1 milliards FCFA contre 1 100,0 milliards FCFA en 2007, soit un accroissement de 52,1 milliards FCFA (4,7%). Cette hausse est imputable essentiellement à l'augmentation des recettes fiscales (4,4%) qui représentent 94,4% des recettes totales. Toutefois, les recettes non fiscales, même si elles ne représentent que 5,6% des recettes totales, ont progressé de près de 10,8%. Ainsi, la part des recettes non fiscales a augmenté, passant de 5,3% en 2007 à 5,6% en 2008.

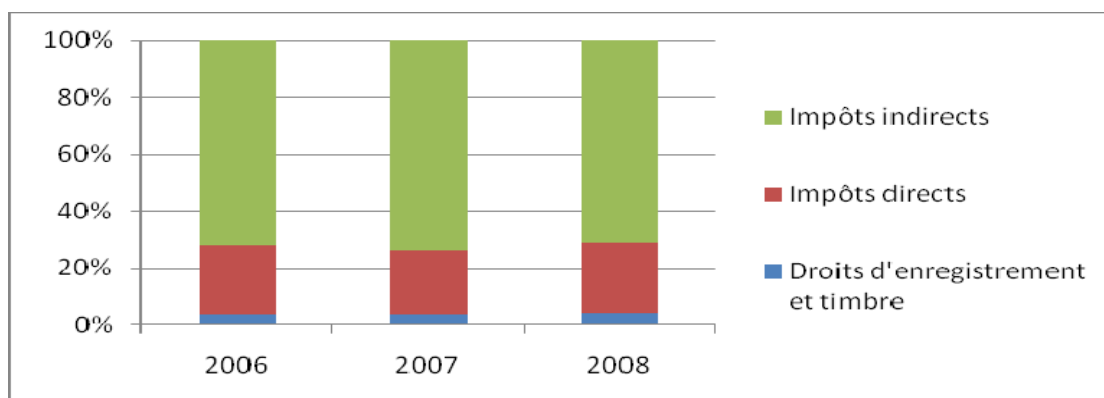
Graphique 19. 1 : Evolution des recettes budgétaires (milliards FCFA)



XIX.1.1. LES RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales, représentant 94,4% des recettes totales en 2008, se sont établies à 1 087,2 milliards FCFA, augmentant ainsi de 4,4% par rapport à 2007. Elles ont enregistré ainsi une décélération par rapport à leur progression de 13,0% en 2007. Les recettes fiscales sont composées de 25,1% d'impôts directs, 70,7% d'impôts indirects et 4,2% de droits d'enregistrement et de timbre.

Graphique 19. 2 : Structure des recettes fiscales en milliards de FCFA



⁴⁸ Le tableau 2 de l'annexe présente la décomposition détaillée des recettes budgétaires.

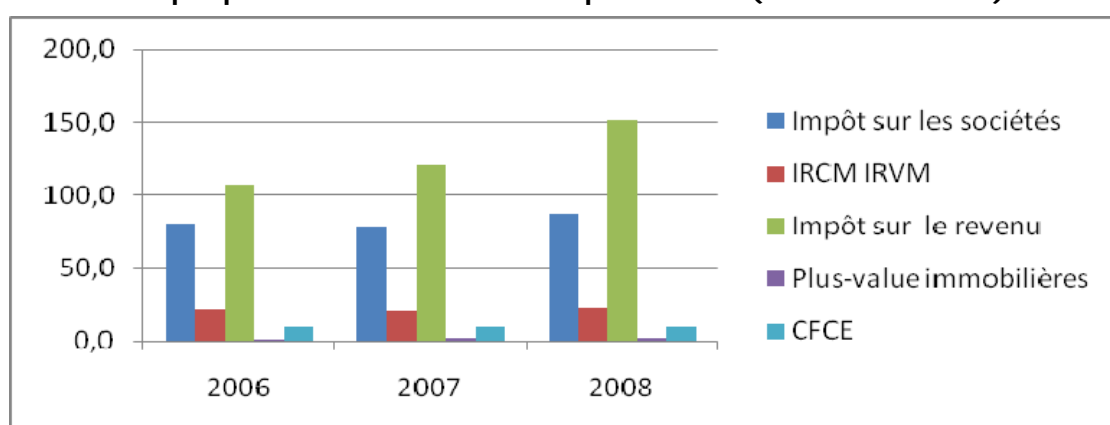
XIX.1.1.1. Les impôts directs

Les impôts directs sont évalués à 272,8 milliards FCFA en 2008 contre 231,6 milliards FCFA en 2007, soit une hausse de 17,7% contre 5,7% en 2007. Ils sont composés principalement de l'impôt sur les sociétés (31,8%) et de l'impôt sur les revenus des personnes physiques (55,5%).

Après une baisse de 1,9% en 2007, l'impôt sur les sociétés est passé de 78,7 milliards FCFA en 2007 à 86,7 milliards FCFA en 2008, soit une progression de 10,1% induite par la reprise progressive de l'activité de certaines entreprises du secteur moderne qui étaient en difficultés. La part de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui représente la partie la plus importante des impôts directs est ressortie à 55,5% en 2008 contre 12,9% en 2007.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM), après une baisse de 2,9% en 2007, a enregistré un accroissement de 15,3%, passant de 20,3 milliards FCFA en 2007 à 23,3 milliards FCFA en 2008.

Graphique 19. 3 : Evolution des impôts directs (en milliards FCFA)



XIX.1.1.2. Les impôts indirects

En 2008, les impôts indirects ont enregistré une baisse de 1,4%, ressortissant à 768,7 milliards FCFA contre 769,1 milliards FCFA en 2007. Cette situation découle des diminutions des taxes sur biens et services intérieures et de la TVA à l'importation à la suite des mesures de suspension des droits et taxes sur les produits alimentaires. Toutefois, la part des taxes sur les biens et services, à savoir la TVA intérieure, la taxe spécifique sur la consommation et la TVA à l'importation s'est accrue en passant de 70,8% en 2007 à 72,6% des impôts indirects en 2008.

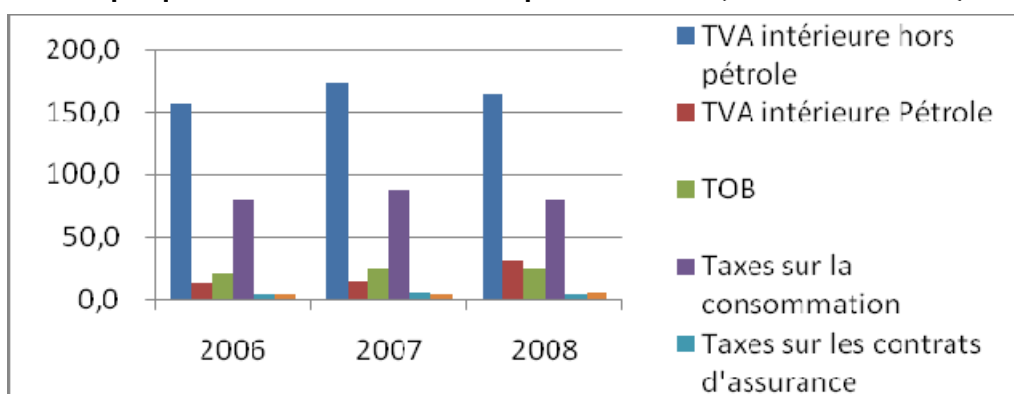
La TVA intérieure hors pétrole est passée de 174,7 milliards FCFA en 2007 à 164,3 FCFA milliards en 2008, soit une baisse de 5,9%. En revanche, la TVA intérieure sur le pétrole a plus que doublé pour atteindre 30,0 milliards FCFA en 2008, sous l'effet de la reprise des activités de la SAR. En outre, le fonds de sécurisation des importations des produits pétroliers (FSIPP) s'est établi à 32,7 milliards FCFA en 2008 contre 25,8 milliards FCFA en 2007.

Les taxes spécifiques sur la consommation ont connu un recul de 9,5% en 2008 pour ressortir à 79,0 milliards FCFA, en liaison avec le repli des taxes sur le pétrole (-0,9%) et des taxes sur la consommation hors pétrole (-2,6%). Cette diminution s'explique par les mesures prises par l'Etat pour réduire l'impact de la hausse du prix du baril de pétrole sur les produits de première nécessité. Ainsi, les taxes spécifiques sur le pétrole, qui constituent la part la plus importante, sont passées de 71,9 milliards FCFA en 2007 à 64,0 milliards FCFA en 2008.

La TVA à l'import est ressortie à 238,2 milliards FCFA en 2008, après 248,5 milliards FCFA en 2007, soit un repli de 4,1% en 2008 contre une hausse de 12,9% en 2007.

Au titre des droits de porte, ils ont augmenté de 3,3% par rapport à 2007 pour atteindre 191,5 milliards FCFA en 2008. Toutefois, les droits de porte sur le pétrole ont connu une baisse de 46,8% en passant de 23,3 milliards FCFA en 2007 à 12,4 milliards FCFA en 2008 alors que ceux hors pétrole ont augmenté de 10,5% pour s'établir à 179,1 milliards FCFA au cours de la même période.

Graphique 19. 4 : Evolution des impôts indirects (en milliards FCFA)



XIX.1.1.3. Les droits d'enregistrement et de timbre

Les droits d'enregistrements et de timbre sont chiffrés à 45,7 milliards FCFA en 2008 contre 40,8 milliards FCFA en 2007 soit une hausse de 12,0%. Ils sont composés de droits d'enregistrement et hypothèque (71,6%) et de timbre (28,4%).

XIX.1.2. LES RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales, dont la part dans les recettes totales est de 5,8% des recettes totales, ont augmenté de 10,8% en 2008 contre 44,0% en 2007, pour s'établir à 64,9 milliards FCFA. Cette hausse provient principalement des dividendes et produits financiers qui sont passés de 33,4 milliards FCFA en 2007 à 55,6 milliards FCFA en 2008.

XIX.1.3. LES DONNS

Les dons sont chiffrés à 139,7 milliards FCFA en 2008 contre 131,3 milliards FCFA en 2007, soit une progression de 6% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation a résulté de l'accroissement de 22,2% de dons en capital qui se sont établis à 101,3 milliards FCFA en 2008. En revanche, les dons budgétaires ont enregistré une baisse de 20,7% en passant de 48,4 milliards de FCFA en 2007 à 38,4 milliards FCFA.

XIX.2. LES DEPENSES BUDGETAIRES⁴⁹

Évaluées à 1435,6 milliards FCFA en 2007, les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 10,0% en 2008 (contre 7,9% l'année précédente), pour se situer à 1578,5 milliards FCFA. Cette évolution est imputable à l'accroissement de 13,2% des dépenses courantes qui se sont établies à 978,7 milliards FCFA, après 864,9 milliards FCFA en 2007. Elle résulte des importantes subventions versées par l'Etat pour faire face à la hausse des prix des denrées de première nécessité. En revanche, les dépenses en capital, ont enregistré une décélération par rapport à l'année précédente (5,2% en 2008 contre 19,0% en 2007), passant de 565,3 milliards FCFA en 2007 à 594,7 milliards FCFA en 2008, du fait de la baisse des dépenses d'investissement sur ressources internes.

XIX.2.1. LES DEPENSES COURANTES

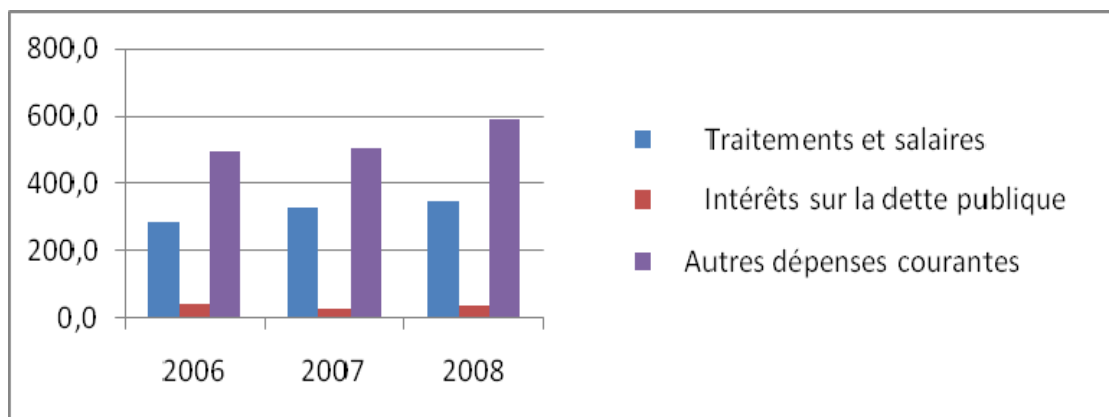
Les dépenses courantes ont progressé de 13,2% en 2008 pour s'établir à 978,7 milliards FCFA contre une hausse de 4,7% en 2007.

⁴⁹ Le tableau 1 de l'annexe présente la décomposition détaillée des dépenses budgétaires.

Les dépenses de personnel, qui s'élevaient à 347,7 milliards FCFA en 2008, ont augmenté de 5,8% contre 14,8% en 2007. Le repli du taux d'évolution des dépenses de personnel est lié à la baisse de l'effectif des salariés de la fonction publique qui est passé de 82 215 en 2007 à 80 766 en 2008. En outre, il est noté une hausse des intérêts sur la dette publique de 32,6% après un recul de 31,5% en 2007 qui résulte des engagements successifs de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire, depuis 2006.

Les autres dépenses courantes, évaluées à 592,5 milliards FCFA en 2008, ont augmenté de 16,8% contre 2,0% un an auparavant. Cette forte évolution découle de la hausse des transferts et subventions, sous l'effet de nouvelles subventions accordées à la SENELEC (30,0 milliards FCFA en 2008) et de l'augmentation des subventions sur les produits énergétiques et alimentaires. Les subventions sur les produits énergétiques sont passées respectivement de 55,0 et 21,0 milliards FCFA en 2007 à 69,7 et 46,0 milliards FCFA en 2008.

Graphique 19. 5 : Evolution des dépenses courantes (milliards FCFA)



XIX.2.2. LES DEPENSES EN CAPITAL

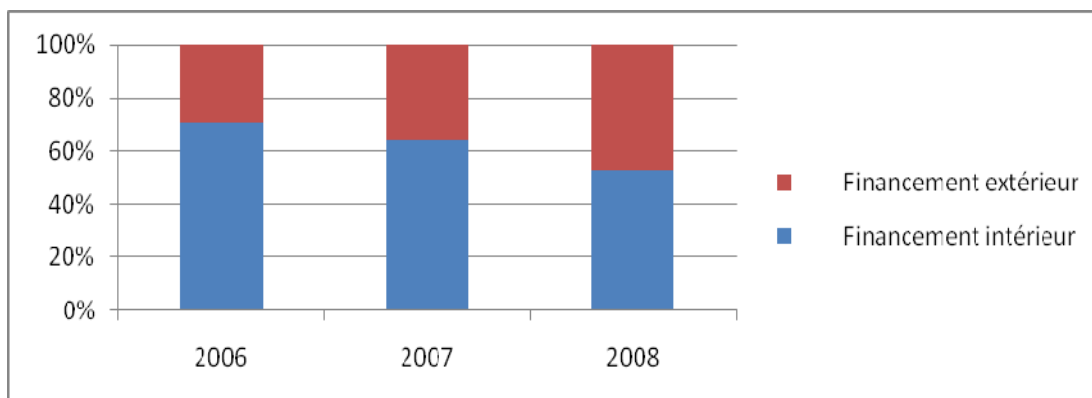
Les dépenses en capital ont augmenté de 5,2% pour atteindre 594,7 milliards de FCFA en 2008, sous l'effet d'un accroissement des dépenses sur ressources externes. Celles-ci ont progressé de 38,0% passant de 203,2 milliards FCFA en 2007 à 280,5 milliards FCFA en 2008. En revanche, les dépenses en capital sur ressources intérieures ont baissé de 13,2% pour se situer à 314,2 milliards de FCFA en 2008 dont 62,9 milliards FCFA financés sur ressources PPTE⁵⁰ et IADM⁵¹. Pour rappel, des transferts en capital de 65,0 milliards FCFA ont été versés, sur ressources internes, pour la recapitalisation de la SENELEC en 2007.

⁵⁰ Pays pauvres très endettés (PPTE)

⁵¹ Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

Compte non tenu de ces transferts, les dépenses d'investissement sur ressources intérieures ont augmenté de 6%. Par ailleurs, plusieurs projets programmés en 2008 n'ont pas été exécutés en raison des ponctions budgétaires opérées sur le Budget Consolidé d'Investissement (BCI).

Graphique 19. 6 : Structure des dépenses en capital (milliards FCFA)



XIX.3. LE FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE⁵²

Globalement, le déficit budgétaire base ordonnancement (dons compris) est estimé à 273,6 milliards FCFA, équivalent au besoin de financement de l'Etat pour la gestion 2008.

Le financement extérieur net a été estimé à 222,9 milliards FCFA en 2008 contre 123,6 milliards en 2007, soit une hausse de 80,4%, en raison des augmentations significatives des tirages qui sont passés de 149,1 milliards FCFA en 2007 à 261,9 milliards. Toutefois, l'assistance PPTTE s'est établie à 15,9 milliards FCFA en 2008 contre 20,5 milliards FCFA en 2007, soit une baisse de 22,4%.

Au titre du financement intérieur, l'Etat s'est désengagé de 43,0 milliards FCFA vis-à-vis du secteur bancaire, en raison des dépôts effectués à la BCEAO arrêtés à 82,9 milliards FCFA en 2008. En revanche, il s'est engagé vis-à-vis du secteur financier non bancaire pour 85,2 milliards FCFA contre un désengagement de 53,6 milliards FCFA en 2007.

XIX.4. LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA GESTION BUDGETAIRE

La pression fiscale s'est établie à 18,3% contre 19,3% en 2007, en raison de l'évolution des recettes fiscales (1,8%) nettement moins importante que celle du PIB nominal (10,0%). Toutefois, elle reste au-dessus du seuil de 17,0% fixé par la Commission de

⁵² Le tableau 1 de l'annexe présente la décomposition détaillée du financement du déficit budgétaire.

l'UEMOA dans le cadre du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Le ratio **masse salariale sur recettes fiscales** s'est établi à 32,6% en 2008 contre 31,6% en 2007, restant en dessous du plafond fixé dans le pacte à 35,0%.

Le déficit budgétaire base ordonnancement (dons compris) s'est aggravé à 4,6% du PIB contre 3,5% en 2007 en raison d'une progression des dépenses (10,0%) plus rapide que celle des recettes (4,7%). Le déficit budgétaire de base y compris les dépenses PPTTE et IADM et les coûts temporaires des réformes structurelles (CTRS) est évalué à 133,6 milliards FCFA en 2008 contre 122,3 milliards FCFA en 2007, soit une augmentation de 9,2%. Toutefois, ce solde, rapporté au PIB, s'est légèrement amélioré à 2,2% du PIB contre 2,3% un an plus tôt. Le déficit hors PPTTE, IADM et CTRS est passé de 0,9% en 2007 à 0,8% en 2008. Ce déficit budgétaire de base traduit le fait que les recettes de l'Etat, même si leur niveau de recouvrement est satisfaisant, n'ont pas été suffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses courantes et en capital sur ressources internes.

En matière d'investissement, le ratio dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'est sensiblement détérioré pour s'établir à 28,9% contre 34,8% en 2007. Néanmoins, il reste au dessus du plancher communautaire de 20,0%, traduisant ainsi l'effort soutenu de l'Etat en termes d'investissements sur ressources propres.